



La Militarisation des corridors de pipelines en Colombie

Par [Micheline Ladouceur](#)

Mondialisation.ca, 24 juin 2003

www.globalresearch.ca 12 décembre 2005

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

La Colombie possède d'immenses réserves d'hydrocarbures dans plusieurs régions du pays (le pétrole colombien a la réputation d'être économique à exploiter et facile à raffiner).(1) La Colombie est le septième fournisseur de pétrole des États-Unis. Plusieurs de ses espaces stratégiques demeurent encore inexploités (80% des réserves ne sont pas encore exploitées). La structure géologique des bassins du Llanos et de Magdalena présente un haut potentiel pour le développement des hydrocarbures. Le pipeline Cano Limon, géré depuis 1985, par le géant états-unien Oxy se trouve dans cette riche région pétrolière.(2)

Par ailleurs, le bassin de Guajira constitue une région possédant d'énormes réserves de gaz naturel. En août 2001, une entente fut signée entre Ecogas, Texaco et PDVSA (Venezuela) pour permettre des forages gaziers dans le bassin de Guajira et le développement d'un projet de gazoduc vers le lac de Maracaibo au Venezuela. C'est d'ailleurs Texaco qui domine l'industrie du gaz en Colombie. Le gouvernement colombien a également planifié la construction du gazoduc Colombie-Panama de 592 kilomètres du port de Cartagena, vers Colon, à Panama. Le gaz sera acheminé de la réserve de Texaco dans la région de Guajira.(3)

Le Plan Colombie fut présenté officiellement comme un « plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'État » et une lutte contre le narcotrafic, avec l'appui de la Banque Mondiale, la BID et le FMI. Mais ces accords se sont vite avérés une alliance militaire entre les États-Unis et la Colombie pour le contrôle des espaces stratégiques par les transnationales. Les États-Unis possèdent une vingtaine de grandes compagnies en Colombie.(4) Dans ce contexte, ce sont principalement les pétrolières, dont Occidental, Exxon-Mobil, BP-Amoco, Unocal, Chevron-Texaco et Phillips Petroleum, qui furent impliqués dans le lobbying auprès des politiciens afin d'asseoir les bases du Plan Colombie signé en septembre 1999 entre Washington et Bogota.

En 1999-2000, le gouvernement colombien avait signé des contrats d'exploitation pétrolière dans le territoire amazonien occidental (département de Putumayo) avec plusieurs groupes pétroliers anglo-américains dont Chevron, BP, Occidental (Oxy) et Exxon. (Cette dernière a par la suite vendu, en 2002, ses parts dans la gigantesque mine de charbon de Guajira à la Anglo-American, plc.) D'autres pétrolières obtenaient également de nouvelles concessions: Mera-Milles, Repsol et TotalFinaElf. En avril 2000, le géant français TotalFinaElf signa un accord avec la compagnie de pétrole colombienne pour l'acquisition de la totalité des droits d'exploration de la Guadalupe dans la vallée de la Haute Magdalena (1400 km²). Les transnationales anglo-américaines voient d'un mauvais oeil ces concessions octroyées à leurs rivales.

Depuis 1996, Exxon-Mobil, BP, Unocal, Chevron-Texaco et Phillips Petroleum ont investi des sommes énormes dans des activités de lobbying auprès du Congrès américain afin d'exiger «la sécurité» (voire la militarisation) des gisements pétroliers et gaziers.(5) Dans le contexte du Plan Colombie, les plus importantes transnationales des États-Unis obtiennent des moyens légaux pour protéger leurs espaces économiques stratégiques. En février 2002, Anne Patterson, ambassadrice des États-Unis en Colombie, justifiait la mise en place d'un système de haute sécurité des territoires stratégiques : « Il y a plus de 300 sites [états-uniens] d'infrastructures stratégiques en Colombie ».(6) Les États-Unis entendent les protéger, voire les militariser, grâce à la « formation » de l'armée locale, « la livraison d'hélicoptères, de matériel de communication » ainsi que des «activités d'espionnage».(7)

Le Plan Colombie vise à faciliter l'hégémonie des transnationales états-uniennes afin d'évincer avant-tout les sociétés européennes de l'échiquier pétrolier dont TotalFinaElf et Repsol. Dans ce contexte, l'aide militaire de Washington assure la protection exclusive de l'oléoduc Cano Limon de 780 km qui transporte quotidiennement 105 000 barils de pétrole brut. (Ce pipeline fut attaqué 170 fois par la guérilla par dynamitages en 2001). Le Congrès américain vota en faveur du « programme de protection de pipeline» avec l'approbation de \$98 millions pour l'entraînement de la 18^{ème} Brigade colombienne, surnommé « critical Infrastructure Brigade » par l'administration Bush. Cette aide financière a ainsi permis le développement d'un vaste corridor militaire le long du pipeline.

Le Congrès américain a déjà approuvé six millions de dollars afin d'entraîner les forces armées pour protéger l'oléoduc. Nous avons déjà constaté qu'une patrouille plus importante et la présence du Procureur (Fiscalía) d'Arauca ont permis d'assurer le fonctionnement de l'oléoduc durant la majeure partie de l'année. La fermeture de l'oléoduc signifierait la perte de centaine de millions de dollars pour la Colombie; l'année dernière (2001) le pays a perdu cinq cent millions de dollars. Mais nous aimerions aider le gouvernement colombien à trouver une solution permanente afin de protéger la principale infrastructure. Nous espérons commencer à entraîner des troupes colombiennes dans quelques semaines. Pour donner suite à ce plan, l'Administration Bush a demandé au Congrès américain 98 millions de dollars pour l'année fiscale 2003 afin de permettre l'entraînement et l'équipement des unités de l'Armée et de la Police pour la protection de l'oléoduc. (Anne Patterson, ambassadrice des États-Unis à Bogota) (8)

Suite à l'annonce formelle de l'aide militaire de Washington en 2002, 10 000 paysans et travailleurs du pétrole occupèrent les villes de Saravana, Araucita et Fortul dans la province d'Arauca pour exiger le retrait des Forces spéciales américaines de la région pétrolière. Sous l'autorité du Général Carlos Lemus Pedraza, la 18^{ème} Brigade terrifie la population de la province d'Arauca en recrutant des escadrons de la mort contre les syndicalistes et paysans. L'Association nationale paysanne accuse la 18^{ème} Brigade d'avoir procédé avec l'aval de Washington à des massacres de civils (incluant des enfants) dans la province.(9)

Possédant un immense réseau d'oléoducs (6, 881 km), les autres principaux pipelines colombiens (Ocesa, Cuisana/Cupiaga, géré par BP-Amoco avec la

participation de Total, Endbridge et Ecopetrol; Oléoduc du Haut Magdalena, Oléoduc Central de los Llanos, Oléoduc de Colombie et le Transandino traversant l'Équateur), ne bénéficient pas pour l'instant des mêmes mesures de protection. Les géants pétroliers, notamment BP, engagent des sociétés de sécurité privées (voir encadré no. 3).(10)

CARTE 2 : LE PIPELINE CANO LIMON



Source: Ecopetrol

Encadré no. 3 : BP et la militarisation des corridors pétroliers

Avant le Plan Colombie, les géants pétroliers négociaient directement avec le gouvernement colombien pour la militarisation des corridors de développement pétroliers. Le consortium BP (où participent TotaFinaElf et Enbridge) avait signé en 1996 un accord de 60 millions avec le Ministère de la défense colombienne. La pétrolière anglo-américaine avait ainsi obtenu les services de 150 officiers et 500 soldats pour surveiller la construction du pipeline de 880 km, OCENSA (Cusiana-Cupiagua).(11) BP signa également un contrat avec une compagnie britannique privée de mercenaires (Defense Systems Limited, DSL). Un rapport d'une commission colombienne (non-publié) dénonça cette stratégie militaire de la BP accusée d'avoir collaboré avec l'armée colombienne (kidnappings, torture et meurtre).(12)

Carte 3: Le réseau des pipelines en Colombie



Source: Ecopetrol,
http://www.ecopetrol.com.co/documentos/mapa_transporte.jpg

Encadré no. 4 : Le FMI et Plan Colombie

Depuis 2000, le Plan Colombie terrorise la population par l'amplification de la militarisation pour le contrôle armé des ressources stratégiques. Suite à une rencontre avec le président Uribe en décembre 2002, Powell a proposé une nouvelle aide à la Colombie de 573 millions de dollars pour l'année 2003.(13) Cette proposition coïncide avec de nouveaux accords avec le FMI octroyant une ligne de crédit de \$2.2 milliards, dont \$264 millions de dollars (appelé « prêt de réserve ») pouvant être utilisés immédiatement. Le gouvernement de Pastrana accepte ainsi d'appliquer de nouvelles mesures d'austérité (privatisation, réduction des salaires dans le secteur public, hausse du budget pour les dépenses militaires...) Cette double « aide » (Congrès américain et FMI) octroyée à la Colombie reproduit le scénario de 1999 alors qu'au moment même de la signature du Plan Colombie (\$1.6 milliards étaient destinés exclusivement à l'aide militaire), le FMI accorda un prêt de \$2.7 milliards en

échange de réformes économiques.(14) Ce processus de militarisation en parallèle à des mesures d'austérité amènera une escalade de la violence (militaire) et un contrôle accru des ressources en faveur des intérêts étrangers.

La dérogation aux droits autochtones en Colombie

La Constitution de 1991 reconnaît formellement les droits territoriaux, sociaux et culturels des autochtones. Elle spécifie notamment qu'aucune corporation ne peut exploiter des terres à la frontière des terres ancestrales ou celle-ci doit obtenir l'autorisation des autochtones affectés par les projets (la reconnaissance des terres et des réserves est inaliénable). En février 2000, le gouvernement d'Andres Pastrana amorçait des réformes constitutionnelles modifiant les droits fonciers en faveur des transnationales et bloquant le processus de reconnaissance des territoires autochtones.(15)

Le dernier jour de son mandat présidentiel, le Président Pastrana modifia les droits autochtones en ordonnant le décret 1728 (août 2002) (accepté par le gouvernement d'Alvaro Uribe en fonction depuis août 2002). Ce décret limite, voire empêche, la consultation des autochtones face à l'environnement, affectant ainsi leurs droits territoriaux et sociaux. Le décret 1728 fait prévaloir le pillage des ressources naturelles et la mise en œuvre des mégaprojets. Par ailleurs, la modification de la réforme agraire (2002) fait également partie du même processus de pillage des terres autochtones et paysannes au profit de l'agro-industrie. Par conséquent les grands propriétaires fonciers de Colombie, favorisés par la Réforme agraire, ont acheté pour des sommes dérisoires de nouvelles terres ouvrant la voie vers la spéculation foncière dans les régions adjacentes aux corridors pétroliers. Cette spéculation foncière concerne surtout les régions de Magdalena Medio, de Carmen Bolivar, de Catatumbo et de Putumayo.

Sous le Plan Colombie, le mécanisme juridique de reconnaissance territoriale fut ainsi paralysé tout en favorisant la réduction des réserves et des terres communautaires (tout comme au Brésil durant le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, 1995-2002) :

Le gouvernement actuel, tout comme le gouvernement antérieur de Pastrana, a pour objectif l'élimination des droits culturels, et territoriaux ainsi que les capacités de gestion et d'organisation des peuples autochtones. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement veut anéantir ou fermer les espaces de concertation et de participation par l'entremise des réformes institutionnelles.(16)

Alors que les terres ancestrales sont formellement reconnues, les richesses du sol et du sous-sol (dont le pétrole) appartiennent désormais exclusivement à l'État (Selon le Code des mines, Loi 685, 15 août 2001). Ceci permet à l'État d'octroyer des concessions minières au sein des territoires autochtones sans l'autorisation des occupants :

Tous les types de minéraux, quel que soit leur localisation, dans le sol et le sous-sol, quelque soit leur nature, sont de la propriété exclusive de l'État sans considération à la propriété, possession ou appartenance des terrains correspondants, qu'ils soient de propriété publique, privée ou communautaire. (« Los minerales de cualquier clase

y ubicación, yacentes en el suelo o el subsuelo, en cualquier estado físico natural, son de la exclusiva propiedad del Estado, sin consideración a que la propiedad, posesión o tenencia de los correspondientes terrenos, sean de otras entidades públicas, de particulares o de comunidades o grupos. ») (17)

Durant les années 90, plusieurs pays d'Amérique latine, sous la surveillance de la Banque mondiale, dont le Brésil, le Pérou et la Bolivie, se sont engagés dans la voie de la réforme agraire visant la dérogation aux terres ancestrales. Le Brésil adopta des réformes (sous forme de décrets) permettant, dès 1996, l'exploitation commerciale au cœur même des territoires autochtones.

Le décret 1320 adopté par le président Pastrana en 1998, a de lourdes conséquences sur les droits autochtones. Le décret stipule que désormais la consultation des autochtones se fera uniquement dans les terres communautaires (Resguardos) ou les réserves occupées de façon permanente. Par conséquent, les frontières du territoire U'wa furent redéfinies, voire fragmentées, en fonction des intérêts pétroliers.(18) Le Resguardo (terres communautaires) des U'wa fut délimité par l'État afin de permettre l'exploitation pétrolière à la périphérie de ces terres. Par conséquent, l'exploitation pétrolière dans les terres ancestrales, non reconnues par l'État, s'amorçait «en toute légalité». Une parcelle de terre de 2000 km carrés fut octroyée à Occidental. Les U'wa refusèrent catégoriquement cette démarcation de leur territoire qui détacha une parcelle de terre (terres sacrées) convoitée par les pétroliers (voir carte à www.amazon.org).(19) Par ailleurs, le gouvernement colombien demanda aux paysans (« squatters ») occupant les terres u'wa depuis plusieurs années d'abandonner ces terres sous la promesse d'indemnisation monétaire. Mais les clauses relatives à cette indemnisation ne furent pas respectées et les paysans refusèrent de quitter les lieux.(20) Cette conjoncture provoqua de nouveaux conflits entre les populations U'wa et les paysans.

Le site d'exploitation pétrolière Siriri, connu sous le nom de « Samoré block » (Gibraltar 1) dans le Nord-Est de la Colombie se situe à l'intérieur des terres ancestrales (à proximité de la principale rivière Cubogon des U'wa). De plus, le pipeline Cano Limon passe très près du territoire U'wa (dans la région d'Arauca).(21) (Dans la région d'Arauca, les paysans u'wa perdirent leurs fermes en raison de la contamination de l'eau par l'exploitation pétrolière d'Amoco). Par ailleurs, dans le même « corridor pétrolier », un autre peuple autochtone, les Wahibo, fut également appauvri et déraciné par l'exploitation pétrolière de Cano Limon. En ce concerne, les Hitnu, une partie de leur « réserve» fut confisquée par les compagnies de pétrole.(22)

Depuis 1996, la pétrolière Occidental (Oxy) exerçait des pressions ponctuelles auprès du gouvernement colombien afin de militariser les régions d'exploitation en y installant des « war zone operations ».(23) Cette première démarche vers la militarisation des corridors pétroliers mènera en 2000 à l'application du Plan Colombie dans la région Nord de Santander afin de protéger l'exploitation pétrolière de Catatumbo et la perforation de Gibraltar 1 situées dans le territoire U'wa. En d'autres mots, le cadre légal du Plan Colombie permettait de légitimer la militarisation de la réserve autochtone sans l'accord du peuple U'wa. Dans ce contexte, les U'wa occupèrent leurs propres terres (non reconnues) afin d'empêcher l'exploitation de Gibraltar 1. « Squatters » sur leur propre territoire, ils furent évincés de manière brutale de leurs terres par l'armée devant assurer la « sécurité » du site pétrolier. Opposés fortement à tout projet pétrolier sur leurs « terres sacrées », les U'wa furent également les principales victimes des groupes paramilitaires reconnus pour leurs liens étroits avec la transnationale Oxy.(24)

Depuis l'arrivée d'Oxy (en 1992), les 8000 autochtones U'wa subirent la répression militaire et l'éviction de leurs terres sans recevoir d'indemnisation. Oxy se retira de cette zone pour des « raisons techniques » (en mai 2002) en confiant l'exploitation à la compagnie nationale de pétrole, Ecopetrol. Mais en mars 2003, Ecopetrol (menacée de privatisation), annonçait une importante découverte de pétrole à Gibraltar 1. Et dans ce contexte, il n'est pas impossible qu'Oxy revienne sur sa décision concernant le projet Gibraltar 1.

Entre temps, la transnationale espagnole, Repsol, obtenait des concessions dans le territoire U'wa pour l'exploitation du bloc Capachos¹. Repsol possède également des intérêts dans la gestion du pipeline Cano Limon (15%) en joint-venture avec Oxy et Ecopetrol. Dans le cadre du Plan Colombie, Madrid appuie les intérêts de Repsol (ainsi que de la pétrolière espagnole Cepsa qui possède de nombreuses concessions en Colombie) par l'octroi d'une aide financière et militaire aux autorités colombiennes (mars 2003).(25)

Les espaces sont vidés de leur population afin de permettre le développement des mégaprojets. Le plan Colombie a créé un climat de terreur, renforcé par des massacres, et le gouvernement a forcé les populations paysanne et autochtone à fuir vers d'autres régions. (En 2001, 1029 personnes ont été déplacées. Constituant, officiellement, moins d'un pour cent de la population, 12 % des déplacés sont des autochtones.) Il faut mentionner que les expropriations furent en majorité réalisées dans des régions où les réserves d'hydrocarbures sont inexploitées.

La troisième partie de cette étude portera sur la militarisation et les corridors pétroliers en Équateur.

Notes

1. « US protects vital oil pipeline in Colombia », Alexander's Gas & Oil Connections, vol. 7, issue no 21, 30 octobre 2002, <http://www.gasandoil.com/goc/news/ntl24436.htm>
2. Les offshores forages de gaz sont contrôlés par Texaco. Par ailleurs, le consortium canadien, formé par les pétrolières Millennium Energy et Mera Petroleum, ont signé un contrat avec Ecopetrol pour l'exploitation du gaz dans le bassin de Guajira (janvier 2000).
3. Voir la carte des gazoducs dans Fossil Energy International, « An Energy Overview of Colombia », 2 mai 2003, p. 5, <http://www.fe.doe.gov/international/colbover.html#OilPipelines>
4. Voir le discours de l'ambassadrice des États-Unis, Anne Patterson : « Versión original de la intervención de la Embajadora Anne Patterson », Colombia Analítica, 28 novembre 2000, <http://colombia.analitica.com/economia/9732450.asp>
5. Sergio Gomez Maseri, « El petróleo es el principal objetivo de Estados Unidos en Colombia, según agencia de información » El tiempo, 30 octobre 2002, http://www.nodo50.org/usocolombia/sos_eltiempo2.htm
6. « Interview of Anne Patterson, U.S. ambassador to Colombia », El Tiempo (Colombia), February 10, 2002, <http://www.ciponline.org/colombia/02021001.htm>

7. « La lutte américaine anti-guérilla en Colombie », Le Monde, 26 juillet 2002, <http://www.lemonde.fr/article/0,5987,3222-285835-,00.html>
8. Discours de l'ambassadrice des États-Unis, Anne Patterson, « Speech by U.S. Ambassador Anne Patterson, Bogotá », The Center for International's Policy, ColombiaProject, 25 juillet 2002, <http://www.ciponline.org/colombia/02072501.htm>
9. Le 24 janvier 2002, un tribunal international à Chicago fut interrompu suite à l'assassinat de trois des témoins dont le leader paysan Angel Riveros Chaparro. Ces derniers témoignaient sur l'emploi de mercenaires états-uniens par le géant pétrolier Oxy et sur le meurtre de dix adultes et un enfant par des troupes colombiennes lors d'un raid sur le village de Santo Domingo en décembre 1998. De plus, « il a été démontré que la Oxy payait l'information de haute technologie sur les cibles des avions et sélectionnait ces cibles. » : Hector Mondragon, « Quieren que los U'wa paguen los platos rotos de Catalina », Indymédia Colombia, 3 mars 2003, <http://colombia.indymedia.org/news/2003/03/1843.php>
En janvier 2003, 70 nouveaux militaires des Forces spéciales américaines sont arrivées en Colombie pour l'entraînement de 6500 soldats colombiens de la dix-huitième brigade dans la région du pipeline.
10. Alan K. Ota, « Occidental Petroleum Lobbies For Benefits From Both Parties », Ran Current News, 9 mars 2002, <http://www.ran.org/news/newsitem.php?id=519>
11. La majorité du pipeline a été construit sous la terre, contrairement au pipeline de Canon Limon. TotalFinaElf et Enbridge détiennent des parts dans le pipeline.
12. Project Underground, « Militarization & Minerals tour: Colombia », Campaigns, <http://www.moles.org/ProjectUnderground/mil/colombia.shtml>
13. « To date, we have provided over \$1.8 billion in Plan Colombia assistance, and for our 2003 Fiscal Year, we have requested from Congress \$573 million more. », Conférence de Presse de Colin Powell à Bogota: Press Conference from Bogota, U.S. Department of States, le 4 décembre 2002, <http://www.state.gov/secretary/rm/2002/15704.htm>
14. Voir Aurelio Suárez Montoya, « FMI y Referendo: Un típico sofisma neoliberal », Moir, 10 mars 2003 http://www.moir.org.co/8colombia/Aurelio/aurelio_fmi_referendo.htm
15. Selon le président Pastrana « la Colombie reformera la Constitution pour donner plus de liberté aux investissements étrangers et pour pouvoir s'associer à l'Aléna ». Hector Mondragon Baez, « Plan Colombie et pétrole: l'hégémonie des quatre sœurs », op.cit.
16. Comité Ejecutivo de la ONIC, « SOS por los pueblos indígenas de Colombia », 30 novembre 2002,

<http://www.tao.ca/~ccsc/nov30-2002onic.htm>

17. LeyesNet, Código colombianos, <http://www.leyesnet.com/Classic/Codigos3.asp?NombreCodigoID=12&CodigoID=338>
18. Voir l'historique du conflit dans Project underground, « Cronology 1988-1998 », U'wa Crisis, <http://www.moles.org/uwa/crisis/news.html>
19. Voir carte dans Amazon Watch, U'wa Territory, <http://www.amazonwatch.org/uwamap.pdf>
20. Garry M. Leech, « The Case of the U'wa », Colombia Report, 9 juillet 2000, <http://www.colombiareport.org/colombia17.htm>
21. Les attaques du pipeline d'Arauca ont déversé 1.5 million de barils dans la rivière Cubogon. Voir Hectór Mondragón Báez, « Le Plan Colombie : l'hégémonie des quatre sœurs », op.cit.
22. Inkarri, « La Oxy invade a los U'wa », 26 janvier 2000, <http://www.inkarri.net/tierra/independ/uwa.htm>
23. U'wa Defense Working Group, « U'wa Indigenous Leaders Arrive in Washington DC, To Rally Against Plan Colombia and Military Aid For Oxy's Pipeline », AmazonWatch, 15 avril 2002, http://www.amazonwatch.org/newsroom/newsreleases02/020415_uwa.html
24. Découverte du pétrole à Arauca en 1983. Garry M. Leech, « The Case of the U'wa », Colombia Report, 9 juillet 2000, <http://www.colombiareport.org/colombia17.htm>
25. En 2003, Madrid donna du matériel militaire à la Colombie (par exemple des avions Mirage F-1). En 2000, le gouvernement espagnol avait officiellement appuyé le Plan Colombie avec une aide de cent millions. Par ailleurs, la première année du Plan Colombie, l'aide financière se répartissait ainsi : \$250 millions des États-Unis, \$20 millions de la Norvège et \$131 millions de l'ONU. De même le Japon annonça l'octroi de \$70 millions. La Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la Corporacion Andina de Fomento accordèrent 300 millions d'aide financière. Voir « Milliones par el Plan Colombia », BBCMundo.com, 7 juillet 2000, <http://www.bbc.co.uk/spanish/news/news000707colombia.shtml>
26. CETIM, « Menaces sur les droits fondamentaux des peuples indigènes en Colombie », Commission des droits de l'homme 2003, <http://www.cetim.ch/2003/03ec15e4.htm>

Copyright M Ladouceur, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) 2003. For fair use only/ pour usage équitable seulement .

Articles Par : [Micheline Ladouceur](#)

A propos :

Ph.D. en géographie. Spécialiste des questions latino-américaines et brésiliennes. Directrice associée du Centre de recherche sur la Mondialisation, Rédactrice de Mondialisation.ca et des pages en portugais et en italien.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca